

TCHAD

Environnement opérationnel

Contexte

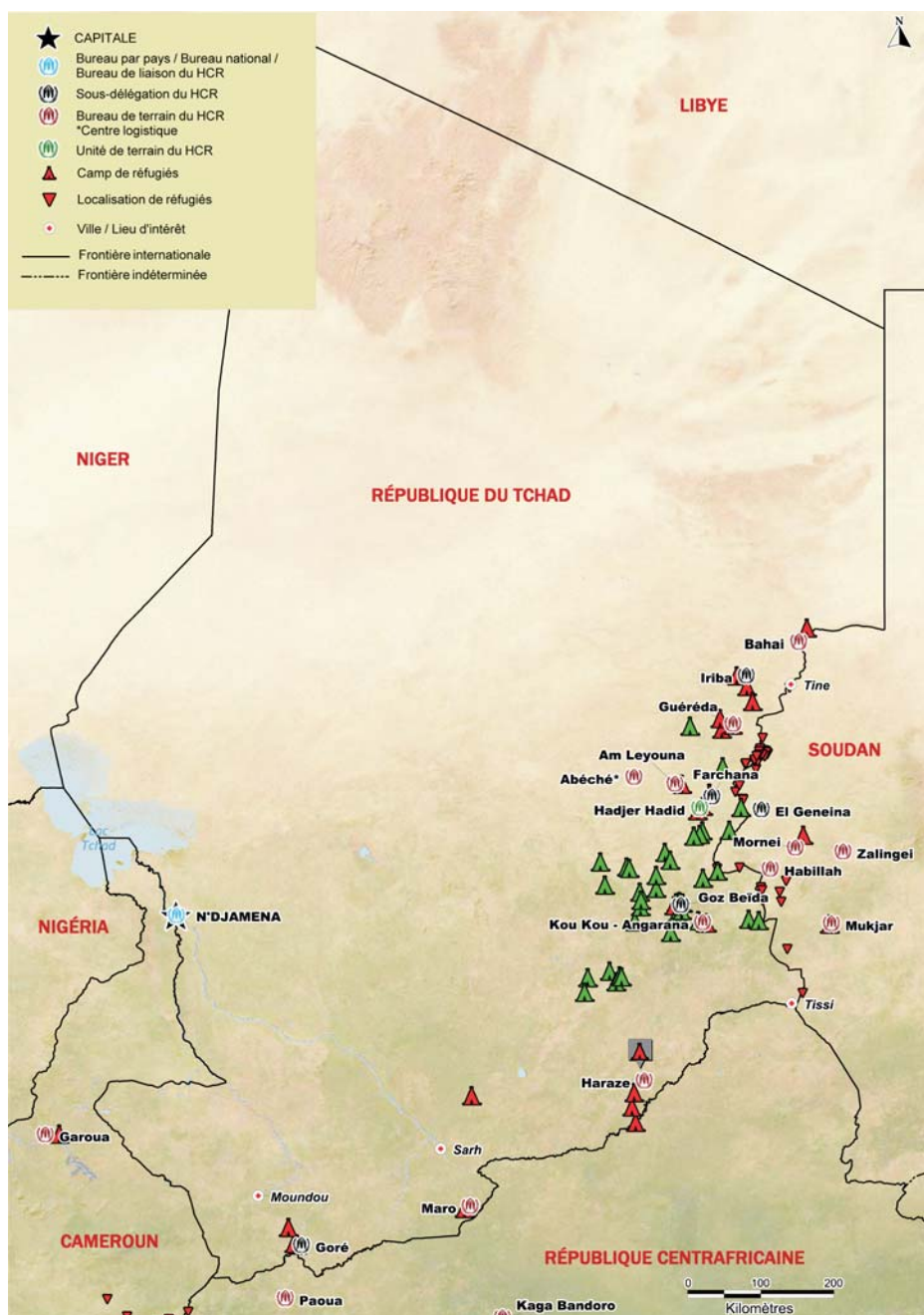
Début 2010, le renforcement des relations entre le Soudan et le Tchad a abouti à une amélioration spectaculaire de la sécurité dans l'est du Tchad. Le déploiement d'une force soudano-tchadienne de surveillance à la frontière a dans une très grande mesure prévenu les incursions des groupes rebelles opérant de part et d'autre de la frontière. Cependant, les 264 000 Soudanais réfugiés au Tchad sont dans leur grande majorité réticents à regagner leur pays, en raison de l'instabilité qui persiste au Darfour.

Par ailleurs, la situation politique demeure instable en République centrafricaine et les quelque 64 000 réfugiés originaires de ce pays n'ont de ce fait guère d'espoir d'y rentrer. Le HCR a même été obligé de transférer un camp de réfugiés, Daha, à plus grande distance de la frontière, pour assurer leur sécurité.

Quelque 130 000 personnes déplacées à l'intérieur du Tchad ont également besoin d'être protégées. Le HCR continue d'assurer le suivi des 50 000 déplacés internes rentrés dans leur localité d'origine en 2011. Les déplacés qui rentrent sont escortés jusqu'à leurs villages et reçoivent des colis d'aide à la réintégration. Le HCR offre également une assistance régulière aux personnes qui n'ont pas encore regagné leur village.

Besoins

Au Tchad, le HCR mène ses opérations dans un environnement très difficile, en raison du manque d'infrastructures locales et de la rareté des ressources naturelles, notamment dans l'est du pays. Le Tchad compte parmi les pays les plus pauvres du monde et la présence d'un grand nombre de réfugiés accentue la pression exercée sur les ressources naturelles. Il est donc indispensable de prendre des mesures pour atténuer cette pression. Si l'on ne prévoit pas d'afflux massif, la population réfugiée continue d'augmenter en raison du taux de natalité



Chiffres prévisionnels pour le Tchad

TYPE DE POPULATION	ORIGINE	JAN. 2012		DÉC. 2012 – JAN. 2013		DÉC. 2013	
		TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR	TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR	TOTAL DANS LE PAYS	NB PERS. ASSISTÉES PAR LE HCR
Réfugiés	République centrafricaine	75 000	70 000	79 000	74 000	83 000	78 000
	Soudan	288 000	274 000	281 000	281 000	253 000	253 000
	Pays divers	300	300	400	400	500	500
Demandeurs d'asile	Pays divers	100	100	50	50	50	50
Réfugiés rapatriés	Tchad	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000	5 000
Déplacés internes	Tchad	130 000	130 000	80 000	80 000	30 000	30 000
Déplacés de retour	Tchad	50 000	50 000	50 000	50 000	30 000	30 000
Total		548 400	529 400	495 450	490 450	401 550	396 550

naturel et, comme les possibilités de rapatriement librement consenti sont limitées, le nombre total de réfugiés demeure élevé.

La sécurité des réfugiés, des déplacés internes et des travailleurs humanitaires au Tchad demeurera une priorité en 2012. Bien que les conditions générales de sécurité se soient améliorées au Tchad oriental en 2011, les actes de banditisme localisés continuent de poser des problèmes. En 2011, le Détachement Intégré de Sécurité (DIS), force tchadienne soutenue par l'ONU, a joué un rôle clé dans le maintien de la sécurité à l'intérieur et aux alentours des camps de réfugiés, ainsi que dans la protection des convois de déplacés qui rentraient chez eux. Depuis le retrait de la Mission des Nations Unies en République centrafricaine et au Tchad (MINURCAT), intervenu en 2010, la présence du DIS a été essentielle pour encourager le respect de l'état de droit, pour prévenir l'enrôlement des enfants dans des groupes armés, et pour réduire le nombre de violences sexuelles et sexistes à l'intérieur des camps et dans leurs environs.

La recherche de solutions durables pour les réfugiés et les déplacés internes demeure au premier plan des priorités du HCR au Tchad. Cependant, les espoirs de rapatriement librement consenti des réfugiés soudanais et centrafricains sont bien tenus pour l'instant et le nombre de réinstallations reste faible ; dans ces conditions, il est essentiel de continuer à prodiguer une aide nécessaire à la survie, sous forme de vivres, d'eau, de services médicaux et d'assainissement, notamment dans l'est du Tchad. Au sud du pays, le HCR s'emploie en premier lieu à améliorer l'autosuffisance et les moyens de subsistance. L'assistance dans le



Refugiées soudanaises suivant un cours à l'école du camp de Bredjiing (Tchad oriental).

secteur de l'éducation s'avère d'une importance cruciale pour la protection des jeunes contre le recrutement forcé et des jeunes filles contre le mariage précoce.

Stratégie et activités

En 2012 et 2013, le HCR s'emploiera à promouvoir la sécurité des réfugiés soudanais, tout en veillant à la prise en charge de leurs besoins fondamentaux, notamment en ce qui concerne l'eau potable et les soins médicaux. L'hypothèse d'un rapatriement des réfugiés soudanais étant peu probable en 2012, le HCR continuera à encourager les activités de renforcement de l'autosuffisance et des moyens d'existence au sein de cette population.

Objectifs et cibles prioritaires en 2012

Environnement de protection favorable

- Favoriser l'élaboration et le renforcement des lois et des politiques.
 - ↳ Environ 50 pour cent des lois et des politiques relatives aux réfugiés sont conformes aux normes internationales.
 - ↳ Environ 60 pour cent des lois et politiques relatives aux déplacés internes sont conformes aux normes internationales.

Procédures de protection équitables et délivrance de documents

- Améliorer ou maintenir la qualité de l'enregistrement et du profilage.
 - ↳ Toutes les personnes relevant de la compétence du HCR sont enregistrées individuellement.
- Renforcer l'enregistrement à l'état civil et la délivrance d'actes d'état civil.
 - ↳ Environ 85 pour cent des enfants de moins de douze mois disposent d'un acte de naissance délivré par les autorités.

Protection contre la violence et l'exploitation

- Renforcer la protection des enfants.
 - ↳ Au moins 50 pour cent des adolescents participent aux programmes ciblés organisés par le HCR ou ses partenaires.
 - ↳ Tous les enfants séparés ou non accompagnés recensés ont accès aux procédures de détermination de l'intérêt supérieur.
- Réduire le risque de violence sexuelle et sexiste et améliorer la qualité des interventions.

Toutes les victimes connues de violences sexuelles bénéficient d'une aide matérielle et d'un soutien juridique.

Besoins et services essentiels

- Offrir un accès optimal à l'éducation aux réfugiés.
 - ↳ Environ 95 pour cent des réfugiés soudanais âgés de six à onze ans sont scolarisés dans le primaire.
- Améliorer le bien-être nutritionnel de la population relevant de la compétence du HCR.
 - ↳ Le taux de malnutrition aiguë globale est ramené à quatre pour cent chez les enfants âgés de six à 59 mois.
- Améliorer ou maintenir l'approvisionnement en eau potable.
 - ↳ La plupart des réfugiés disposent en moyenne de 19 litres d'eau potable par personne et par jour.
- Améliorer l'état de santé de la population.
 - ↳ Toutes les personnes relevant de la compétence du HCR ont accès à des soins de santé primaires.
 - ↳ Le taux de mortalité est inférieur à 0,6 pour 1 000 par mois chez les enfants de moins de cinq ans.
- Fournir à la population relevant de la compétence du HCR un nombre suffisant de produits de base et d'articles ménagers.
 - ↳ Toutes les femmes reçoivent des protections périodiques.
- Construire, améliorer ou maintenir des abris et des infrastructures.
 - ↳ Plus de la moitié des ménages vivent dans des logements convenables.

Solutions durables

- Réaliser tout le potentiel en matière de réinstallation.
 - ↳ La majorité des réfugiés centrafricains ayant fait l'objet d'une demande de réinstallation partent dans leur nouveau pays.

Présence du HCR en 2012

□ Nombre de bureaux	12
□ Effectifs totaux	414
Internationaux	72
Nationaux	298
JEA	2
VNU	36
Consultants	6

Sur fond d'instabilité persistante en République centrafricaine, l'Organisation veillera en premier lieu à ce que les réfugiés centrafricains bénéficient d'activités plus conséquentes d'appui à l'autosuffisance et aux moyens d'existence au cours de la période 2012-2013. Avec le concours d'ONG partenaires, nationales et internationales, le HCR entend aider ces réfugiés à devenir plus autonomes en mettant en œuvre des activités de renforcement des moyens d'existence et des projets de microcrédit s'adressant aux plus vulnérables. Il poursuivra ses activités de réinstallation en faveur des réfugiés centrafricains les plus vulnérables.

Le cas échéant, les réfugiés vivant en milieu urbain bénéficieront de programmes éducatifs et de modestes allocations financières.

Le HCR continuera à protéger les déplacés internes, notamment les 130 000 personnes qui sont toujours déplacés, tout en suivant la situation des déplacés qui ont regagné leur village ou qui le feront en 2012. Il appellera le Gouvernement à prendre la tête quant aux efforts de réintégration, notamment en améliorant la sécurité et en assurant des services sociaux dans les régions de retour.

Comme la malnutrition continue de poser un problème au sein des populations réfugiées au Tchad, les programmes actuellement mis en œuvre pour la combattre se poursuivront en 2012. Le HCR mettra en œuvre des programmes de prévention du VIH et du sida, prévoyant notamment la formation du personnel médical et des campagnes de sensibilisation.

L'accès à l'enseignement primaire et secondaire demeurera au premier plan des priorités en 2012-2013. Les activités dans ce domaine incluront la construction de salles de classe et la formation des professeurs.

Afin de soulager la pression exercée sur les ressources naturelles, le HCR garantira l'accès à l'énergie domestique, tout en continuant à élargir la distribution de réchauds solaires et de fourneaux améliorés pour réduire la consommation de bois de chauffe. Pour les programmes de reboisement, le HCR fournira des outils et des semences aux réfugiés.

○ Contraintes

La situation en matière de sécurité reste imprévisible dans le nord de la République centrafricaine et l'on s'attend à ce que des réfugiés affluent en petit nombre dans le sud du Tchad en 2012. Parallèlement, l'instabilité qui règne au Darfour continue de limiter le rapatriement librement consenti des réfugiés soudanais. Bon nombre de déplacés internes invoquent le manque d'infrastructures et l'insécurité qui sévit dans les zones de retour pour expliquer les raisons pour lesquelles ils préfèrent rester dans les sites actuels dans un avenir proche. Enfin, les contraintes liées au milieu naturel rendent l'approvisionnement en eau problématique dans l'est du pays, ce qui augmente les risques de maladie dans les camps.

| Organisation et mise en œuvre |

○ Coordination

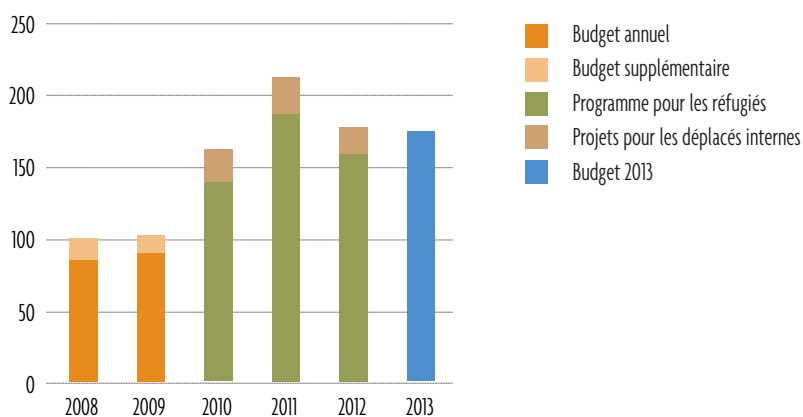
En 2012, la programmation conjointe sera renforcée, notamment avec le PAM, l'UNICEF et le FNUAP. Le HCR continuera d'entretenir de solides relations avec des spécialistes du développement comme l'Agence française de coopération, l'Union européenne et le PNUD. Il nouera des relations étroites et développera sa coopération avec les ministères nationaux, en particulier avec les ministères chargés de l'eau, de l'environnement et de l'éducation. Les accords de partenariat avec les ONG nationales et internationales seront reconduits et renforcés.

| Informations financières |

Le budget du HCR est en progression constante depuis 2007 en raison de l'augmentation du nombre des réfugiés soudanais et centrafricains. La croissance de la population réfugiée est la conséquence d'afflux modérés conjugués à des taux de natalité élevés dans les camps. Le budget global pour 2012 a été évalué à 176,9 millions de dollars E.-U., dont 159,4 millions pour répondre aux besoins des réfugiés et 17,5 millions pour les activités de protection et d'assistance auprès des déplacés internes.

Budget du HCR au Tchad 2008 – 2013

Millions (dollars E.-U.)



Budget 2012 pour le Tchad (dollars E.-U.)

RÉPARTITION BUDGÉTAIRE	PROGRAMME POUR LES RÉFUGIÉS PILIER 1	PROJETS POUR LES DÉPLACÉS INTERNES PILIER 4	TOTAL
Environnement de protection favorable			
Instruments régionaux et internationaux	164 284	256 734	421 018
Droit et politique générale	575 266	226 734	802 001
Cadre administratif national	188 736	0	188 736
Accès à l'assistance juridique	1 703 511	855 101	2 558 612
Attitude du public à l'égard des personnes prises en charge	477 142	0	477 142
Sous-total	3 108 938	1 338 570	4 447 508
Procédures de protection équitables			
Conditions d'accueil	258 736	0	258 736
Enregistrement et établissement de profils	1 575 190	98 367	1 673 557
Détermination du statut de réfugié	39 944	0	39 944
Documents individuels	605 878	0	605 878
Enregistrement et documents d'état civil	684 613	0	684 613
Sous-total	3 164 361	98 367	3 262 728
Protection contre la violence et l'exploitation			
Protection contre la criminalité	7 017 472	103 367	7 120 839
Violences fondées sur l'appartenance sexuelle (prévention et réponse)	2 971 363	2 315 203	5 286 566
Détention non arbitraire	750 906	0	750 906
Protection des enfants	1 837 767	0	1 837 767
Sous-total	12 577 508	2 418 570	14 996 078
Besoins élémentaires et services essentiels			
Santé	16 013 514	0	16 013 514
Santé génésique et services liés au VIH	3 714 740	0	3 714 740
Nutrition	3 779 879	0	3 779 879
Sécurité alimentaire	2 347 679	0	2 347 679
Eau	6 301 463	0	6 301 463
Assainissement et hygiène	6 149 331	0	6 149 331
Abris et infrastructure	13 277 246	3 891 836	17 169 082
Accès aux énergies	12 220 982	0	12 220 982
Articles ménagers et d'hygiène de base	5 343 613	483 267	5 826 881
Services destinés aux groupes ayant des besoins spécifiques	3 310 455	356 734	3 667 189
Éducation	16 291 523	0	16 291 523
Sous-total	88 750 427	4 731 837	93 482 264
Autonomisation et autosuffisance communautaires			
Mobilisation communautaire	1 937 862	465 101	2 402 964
Coexistence avec les communautés locales	2 521 755	496 734	3 018 490
Ressources naturelles et environnement commun	6 460 653	1 533 469	7 994 121
Autosuffisance et moyens d'existence	9 300 617	2 192 136	11 492 752
Sous-total	20 220 887	4 687 440	24 908 327
Solutions durables			
Stratégie de solutions globales	241 426	98 367	339 793
Retour volontaire	1 682 908	646 836	2 329 744
Réintégration	0	295 101	295 101
Intégration	251 426	0	251 426
Réinstallation	2 847 418	0	2 847 418
Sous-total	5 023 177	1 040 304	6 063 481
Leadership, coordination et partenariats			
Coordination et partenariats	433 691	0	433 691
Gestion et coordination des camps	2 315 878	178 367	2 494 245
Relations avec les donateurs	1 415 558	403 469	1 819 026
Sous-total	4 165 126	581 836	4 746 962
Logistique et appui aux opérations			
Logistique et chaîne d'approvisionnement	19 703 114	2 531 330	22 234 444
Gestion des opérations, coordination et appui	2 680 608	123 367	2 803 975
Sous-total	22 383 721	2 654 697	25 038 418
Total	159 394 146	17 551 621	176 945 767
Budget 2011 révisé	184 142 953	24 806 769	208 949 722

PARTENAIRES

Partenaires d'exécution

Organismes gouvernementaux

Commission nationale pour l'accueil et la réinsertion des réfugiés et des rapatriés

ONG

Africare

African Initiative for Relief and Development

Association pour le développement économique et social de Kobé

Association pour la promotion des libertés fondamentales au Tchad

Association tchadienne pour le développement

Associazione di Cooperazione Rurale in Africa e America Latina

Bureau d'Appui Santé et Environnement

Centre de Support en Santé Internationale

Christian Outreach Relief and Development

Comité international de secours

Cooperative for Assistance and Relief Everywhere (CARE)

Cooperazione Internazionale

Croix-Rouge du Tchad

Hebrew Immigrant Aid Society

International Medical Corps

Lutheran World Federation - Action by Churches

OXFAM Intermon

Secours catholique pour le développement

Service jésuite des réfugiés

Tchad Solaire

Autres

Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (BMZ-GIZ)

Partenaires opérationnels

Organismes gouvernementaux

Ministère de l'Intérieur - Commission nationale d'accueil et de réinsertion des réfugiés et des rapatriés (CNARR)

Ministère de l'Agriculture

Ministère de l'Eau

Ministère de l'Éducation

Ministère de la Santé

Ministère de la Planification

ONG

Action Contre la Faim

Agence française de développement

Fonds chrétien pour l'enfance

LWF

Médecins Sans Frontières (Pays-Bas, France, Espagne, Suisse, Luxembourg)

Autres

BCAH

CICR

FAO

FNUAP

OIM

OIT

OMS

ONUSIDA

PAM

PNUD

UNICEF

VNU